

De l'autre côté du pipeline



Kazakhstan, Atyrau, 19 décembre 2025. Vue sur l'Oural, fleuve qui sépare symboliquement l'Europe de l'Asie, avec en arrière-plan des installations de traitement du pétrole.

Fonds pour le journalisme

Un reportage de **Thomas Guichard** (texte) et **Aurélien Goubau** (photos), avec l'aide de **Naubet Bissenov**.
Réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Douzième producteur mondial de pétrole, le Kazakhstan doit la moitié de ses revenus et l'essentiel de ses exportations à ses hydrocarbures, exploités par l'Etat et des consortiums occidentaux. Cette ruée vers l'or noir s'est accompagnée d'une explosion du nombre de maladies respiratoires. Face à la gravité de la situation et au manque d'informations sur le sujet, une zone de désastre écologique a été créée.

L'Etat souhaite qu'une vaste étude environnementale soit réalisée.

« **C'**est notre Far West à nous, mon frère. » En prononçant ces mots, Nurtay Iskakov, au volant d'un 4x4 démesuré, voulait sûrement faire remarquer qu'il a un bon accent américain. Ce Kazakh aussi pieux que blagueur ne pouvait pas toucher plus juste. C'est vrai que l'ouest du Kazakhstan, désert sur des centaines de kilomètres, ressemble au Texas. Seule la fumée des pots d'échappement fixés sur le toit de son véhicule remplit l'ennui des heures de route. Rien, ou presque, ne pousse ici. C'est pourtant la terre de tous les possibles et peut-être la plus riche de tout le pays. Nurtay dit qu'elle est bénie du Dieu, Allah donc, parce qu'il n'y en a qu'un. Inhospitalier, ce sol fut parcouru par ses ancêtres nomades, puis semi-nomades, puis sédentaires. Un hectare se vend désormais au prix d'un duplex à Astana, la capitale, à 30 heures de route. Il suffit d'être chanceux ou de savoir où l'on met les pieds : juste en dessous, il y a du pétrole. Dangereux, recherché, mais il est là. L'Europe en a besoin. Les trois immenses gisements du Kazakhstan comptent parmi les plus rentables hors du Moyen-Orient : Karachaganak, Tengiz et le plus récent Kashagan, *offshore*. Des entreprises occidentales y ont investi des montants fara-mineux dans leur forage, le raffinage du pétrole puis son transport, à travers la Russie pour l'essentiel.

Ces trois principaux sites pétroliers sont opérés par des géants européens et américains. La production de Kashagan par exemple est gérée par la North Caspian Operating Company (NOC), qui regroupe notamment Eni, Shell, ExxonMobil et TotalEnergies. Celle du gisement de Tengiz l'est par Tengizchevroil (qui réunit Chevron et une filiale d'ExxonMobil). Plusieurs de ces entreprises ont par ailleurs des intérêts dans un oléoduc de plus de 1 500 kilomètres qui transporte le pétrole kazakh à travers la Russie en direction des marchés européens.

L'Italie en est le principal importateur, suivi des Pays-Bas et de la France. Ces envois sont si importants pour une partie de l'Europe que le Consortium de l'oléoduc de la Caspienne (CPC) est exempté des sanctions imposées par Bruxelles contre l'économie russe depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022. L'argument principal : protéger le consommateur européen d'une flambée des prix de l'énergie. Mais qu'est-ce que ce consommateur connaît du Kazakhstan ? De l'autre côté du pipeline, l'extraction a laissé de profonds dégâts qu'on commence à peine à documenter.

Sur place, on ne rechigne pas à la tâche, ce travail remplit aussi les comptes bancaires comme aucun autre emploi ouvrier. Y embaucher ouvre également les portes vers un autre trésor : la gloire nationale, celle de faire partie de ce corps de gros bras qui contribue plus que quiconque à l'économie du pays. Douzième producteur mondial, le Kazakhstan dépend des revenus du pétrole pour remplir ses caisses — les hydrocarbures constituent la moitié des recettes dans le budget national et 80 % des exportations kazakhes. Nurtay Iskakov loue à la fois le Très Haut et ce pétrole qui l'a fait souffrir, il n'y voit pas de contradiction : après des années comme réparateur des pistons qu'on plonge dans les puits, ce technicien a démissionné dès qu'il a commencé à tousser. « *Je ne voulais pas développer de maladie respiratoire.* » Aujourd'hui, il vend des chichas et en aspire la fumée pour s'occuper quand il n'y a pas de client. Paradoxal ? A l'ouest du Kazakhstan, la fièvre de l'or noir a tout contaminé, des sols à la chair, et pourtant, rien ne semble l'arrêter.

Villages déplacés de force

C'est l'heure de la prière. Kairat Kozhamouratov se courbe puis s'agenouille lentement. Le tapis de cet ouvrier à la retraite est posé sur des débris de béton à l'abri du vent tournoyant, presque capiteux en hiver. Quelques brins >



Kazakhstan,
Zhanaozen,
17 décembre 2025.
Travailleurs pétroliers
opérant sur le champ
gazier d'Ozen Munai.
Au mur, le plan du
gisement.

— Aurélien Goubau

de menthe sauvage sortent du ciment : on en faisait des tisanes avant que son village d'enfance, Karaton, ne soit entièrement déplacé de 50 kilomètres. A travers les rafales, le bip constant d'un site industriel perce, métallique, et couvre ses « Allahu Akbar ». La direction de la Mecque est aussi celle d'un interminable réseau de tubes desquels jaillissent de petites flammes. De gauche à droite, le gisement de Tengiz, opéré depuis plus de trois décennies par le géant américain Chevron (qui détient 50 % de la société exploitante Tengizchevroil, appelée TCO) bouche la vue. C'est de ces cheminées que vient le mal qui a saisi Karaton dans les années 1990-2000. Kairat Kozhamouratov se souvient avoir d'abord senti une odeur d'œuf avarié. Puis les évanouissements sont apparus. Tout le village était touché à des degrés divers mais les responsables locaux parlaient de hasard et d'alimentation peu équilibrée. Et puis un jour, ces derniers sont arrivés en pick-up pour avertir que le village allait être reconstruit ailleurs. D'un commun accord, il fut décidé que le cimetière de Karaton resterait sur place et vingt ans plus tard, il ne reste que des tombes moins faciles à déplacer que les vivant-es. On s'y recueille en prenant le risque de sentir de nouveau cette odeur d'œuf pourri. Kairat Kozhamouratov n'y va presque jamais, sauf

pour montrer l'étendue des dégâts à l'invité-e de passage. Devant la stèle de sa mère, il se passe la main sur le visage, sa barbiche poivre et sel, prie une nouvelle fois. Plusieurs villages de l'ouest du Kazakhstan ont connu un sort similaire. Zhana Karaton, le « nouveau Karaton » en kazakh, n'a rien à voir avec l'ancien. Chacun a sa maison et ses mètres carrés de jardin imbriqués dans un cadastre rectiligne dessiné par les soins de la compagnie pétrolière. De chez les Kozhamouratov à la mosquée, il y a exactement six angles droits. Même chose jusqu'à l'épicerie. Mi-décembre, une vingtaine de membres de la famille débarque chez Kairat et sa femme. Un mouton est partagé en mémoire d'un proche décédé le mois dernier ; les femmes dans une salle, les hommes dans une autre. Puis vient le moment des toasts, des desserts et des cigarettes dehors. La moyenne d'âge se situe autour des 40 ans. Où sont les anciens ? « Ils sont morts eux aussi », répond-on. Les médecins n'ont rien dit. Ceux qui sont là, à grelotter de froid autour du cendrier, ont pour point commun de ne pas avoir travaillé sur le site de Tengiz, ou alors de très loin. Le plus proche du pétrole était Kairat Kozhamouratov, ancien chauffeur pour TCO mais jamais envoyé près des tuyaux ni au contact des cuves qu'on lave une fois l'an.

Kazakhstan, Zhana
Karaton, 20 décembre
2025. Des ami-es et
des membres de la
famille sont réunis
pour commémorer
les funérailles d'un
membre de la famille
décédé il y a un mois.
Les personnes vivent
dans un nouveau
village (Zhana-
Karaton) après qu'il a
été déplacé il y a vingt
ans pour l'expansion
du champ pétrolifère
de Tengiz. Tous les
membres de cette
communauté ont des
liens étroits avec la
production pétrolière
dans la région.



— Aurélien Goubau

Est-ce à conclure qu'il vaut mieux se tenir éloigné de ces zones ? Le plus âgé des fils de Kairat Kozhamouratov n'est pas de cet avis, il rêve de trouver un bon poste chez TCO et d'acheter une nouvelle voiture. Personne ne lui brise cet espoir. « Tout le monde sait que c'est nocif. Certains ne portent même pas les masques de protection parce qu'ils savent que ça ne sert à rien vu la concentration toxique mais le flux de volontaires n'a jamais cessé. On ferait quoi d'autre ici ? Il y a à peine de quoi nourrir les chevaux sauvages », ajoute un oncle en crachant par terre.

Gaz toxique et sulfure d'hydrogène

Situé à 3 500 kilomètres sous terre, le pétrole est complexe à extraire et nécessite des contorsions techniques impossibles à résumer ici, qu'on montre avec fierté dans les écoles d'ingénieurs. Autre particularité : les champs du Kazakhstan contiennent de plus fortes concentrations de sulfure d'hydrogène, un gaz dont l'inhalation coupe le cerveau de ses apports en oxygène, ce qui peut provoquer des vertiges ou des malaises cardiaques. Il est classifié comme toxique irritant et neurotoxique par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui conseille des valeurs guides d'expositions courtes, 30 minutes maximum. Des exemples de décès soudains et de lésions cérébrales permanentes sont nombreux dans la

région, sans que personne n'ait réussi à les imputer de manière rigoureuse à l'activité des trois champs pétroliers. Plusieurs dizaines de cas de travailleurs morts après avoir aspiré ce gaz sur place ont toutefois été documentés il y a une vingtaine d'années. Rien depuis. Les effets à long terme, par ailleurs, manquent de données sérieuses. L'un des responsables du contrôle de la qualité de l'air réalisé sur le site de Tengiz se confie sous couvert d'anonymat : « Les falsifications sont si fréquentes, non seulement sur les données de la qualité de l'air mais aussi dans les échantillons prélevés. Si mes données ne correspondent pas aux leurs, je dois les changer. Les filtres ne sont pas bons, et on peut être exposé gravement à du sulfure d'hydrogène ou des oxydes d'azote jusqu'à 90 kilomètres à la ronde. » Début 2025, Chevron a annoncé un projet d'expansion du champ de Tengiz d'un montant de près de 50 milliards d'euros. Ces efforts sont censés porter la production à quasi un million de barils équivalent pétrole par jour, soit environ 1 % de la production mondiale de pétrole. Courir après les victimes de l'extraction pétrolière donne l'impression de jouer à une sorte de cache-cache. En s'adressant de façon répétée aux travailleurs du pétrole, on espère que les langues se délient mais c'est sans songer à un détail : l'emploi est ici plus précieux que n'importe quelle considération sanitaire. Les jeunes, en »



Ouvrier pétrolier du village d'Aqsai.

forme, bien portants, sont employés quasiment d'office. Rares sont ceux qui disent plus que les banalités d'usage, coincés par la crainte de perdre ce précieux job. Ceux qui ont vieilli n'ont pas le temps d'arriver à la retraite : l'espérance de vie est ici, dit-on, plus faible que partout ailleurs au Kazakhstan. Les chiffres officiels ? Il n'y en a pas. Les preuves sont rares ou mal interprétées comme ce fut le cas autour de la table d'un café d'Atyraou, la « capitale » pétrolière du pays. Un activiste déballe « *ce que cache le gouvernement* » sans précaution. Quelle est sa formation ? « *Professeur de karaté* », répondit-il en mimant une parade avec ses mains. La surveillance de l'Etat, réputé autoritaire, l'information tronquée, le virus des suspensions non vérifiées ; tout cela fait obstacle. Mais il y a pire : la résignation d'une région grande comme la France.

Zone de désastre écologique et sanitaire

En longeant le chemin de fer qui conduit les travailleurs du pétrole de site en site, la petite ville de Makat sert d'étape, avec motels et restaurants de bord de route. Dans l'arrière-salle de l'un d'eux, des hommes en costume sont venus convaincre. Ils représentent l'entreprise TOO GPC Investment, chargée de construire un complexe de traitement du gaz du gisement de Kashagan à proximité de Makat. La loi au Kazakhstan impose, avant tout projet, ce genre de consultations publiques. Le public, en l'occurrence, se résume à trois rangées de vieilles dames coiffées, sac à main sur les genoux, les yeux vides devant les schémas techniques du PowerPoint. Les plans indiquent que 600 tonnes de sulfure doivent passer par ici chaque jour. « *Je ne comprends pas ce qu'ils racontent* », avoue un jeune homme au fond de la salle. Il n'est pas là

pour polémiquer sur ces alinéas chiffrés mais pour faire partie des quatre cents employés que l'entreprise compte embaucher. Les hommes en costume, leur nom imprimé sur des feuilles pliées en triangle, promettent aussi qu'une école sera ouverte. « *Et la santé ?* », demande l'une des vieilles dames. Elle se coupe elle-même : « *De toute façon vous pouvez nous dire ce que vous voulez, comment le saurait-on ? Quelles garanties avons-nous ?* » Personne n'est venu enquêter, ni l'Etat, ni les journalistes. La réunion se termine. Il neige dehors. Les dames repartent en se tenant par le bras pour ne pas glisser. On demande des nouvelles de la famille. « *Et ton fils ?* » A Atyraou, tout est lié à ce pétrole qui l'a fait sortir de terre : le siège de Tengizchevroil, qui dépasse l'hôtel de ville, les pubs pour expatriés couverts de drapeaux de tous les pays, les ronds-points avec des derricks décoratifs. Au large, dans la Caspienne, se trouve le champ offshore de Kashagan, l'une des plus grandes découvertes mondiales des dernières décennies, développé notamment par Eni, Shell et TotalEnergies. Rien d'étonnant, donc, à ce que le département chargé de la protection de l'écologie de la région soit l'un des plus actifs. Askar Zhusupov, son chef, reçoit en costume et renvoie la balle dès qu'il peut à ses supérieurs au Ministère de l'Ecologie, à Astana. Toutefois, c'est lui qui a demandé que la zone soit désignée « zone de désastre écologique » et qu'une étude environnementale soit confiée à des scientifiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle devrait prendre six ans environ à être réalisée, « *en fonction de ce qu'ils trouvent* ». D'ici là, mieux vaut que vous repartiez comme vous êtes venus. Askar Zhusupov n'a rien de plus à dire. Et les relevés de pollution de l'air ? « *Ils sont inquiétants certains jours.* » Un endroit surtout attise les craintes des riverain-es : la raffinerie de pétrole d'Atyraou, placée au milieu des immeubles, dont les torchères font exploser les relevés. Des activistes locaux, comme Galina Chernova, emblématique directrice kazakhe de l'organisation Initiative juridique environnementale, accusent les autorités de couper les récepteurs consultables sur Internet dès que les taux sont trop alarmants. Cet été, la société Tengizchevroil a écopé d'une amende de 639,6 millions de tenges (plus d'un million d'euros) pour plusieurs « *infractions graves* », dont 5 tonnes de polluants rejetées sans autorisation fin 2023 et début 2024. L'entreprise a la réputation de ne jamais commenter quoi que ce soit auprès de la presse. Deux sources officielles affirment que, plus que des considérations sanitaires, ces amendes serviraient à mettre la pression afin d'obtenir des conditions plus favorables à l'Etat kazakh. Depuis des années, un conflit oppose ces deux camps devant des tribunaux arbitraux à propos de pots-de-vin acceptés par les anciennes autorités kazakhes dans les années 1990 et de surcoûts facturés par les entreprises étrangères. Le sujet a été documenté par une enquête, en 2024, du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). L'administration actuelle espère récupérer plusieurs milliards de dollars et une participation plus importante dans ces projets. Dans une décision

confidentielle du 20 janvier dernier, rendue publique par l'agence Reuters, un tribunal de Stockholm, en Suède, s'est prononcé en faveur du Kazakhstan dans l'une de ces affaires. En juillet 2025, Astana a officiellement annoncé avoir débuté des négociations de révision des contrats de partage de production, bien qu'aucune date précise de clôture n'ait été annoncée. La route se termine à Zhanaozen. C'est l'un des plus vieux sites du pays, exploité à bout de bras par la compagnie d'Etat KazMunayGas. « *On nous voit comme des héros de la nation, les travailleurs qui ont permis au Kazakhstan d'être un pays indépendant. Mais à quel prix ?* », demande Hassan Demesinov, 50 ans, qui souffre de graves problèmes respiratoires. « *On nous traite comme du matériel jetable, comme des gants en plastique.* » Autour de lui, des syndicalistes à gros biceps hochent la tête. D'après les experts, l'extraction réalisée à Zhanaozen est à peine rentable. Les réserves sont bientôt épuisées, le matériel

vieillit. Mais qui leur dira, à ces milliers de travailleurs du pétrole, fils et pères d'ouvriers eux-mêmes ? Astana craint de les mettre sur le carreau et que de là se constitue un embryon de contestation. Ce mot, le régime en place ne l'aime pas et l'a proscrit depuis longtemps. On naît donc et on meurt entouré de pompes à tête de cheval. Dans le cas de Hassan Demesinov, c'est peut-être pour bientôt. L'argent de sa retraite ne suffit pas à payer les médicaments. Il se lève péniblement. « *Chérie, où est-ce que tu as mis les scanners ?* » Réponse : en haut d'une armoire du cagibi. Dans la transparence du papier radiographique bleu, la lumière laisse apparaître un trou sur le flanc gauche de sa cage thoracique. On lui a retiré un poumon l'année dernière. —

Zhanaozen, Kazakhstan, 16 décembre 2025. Portrait de Hasan, ancien ouvrier du champ pétrolifère de Zhanaozen. La moitié de son poumon a été retirée. Il estime que son travail dans le secteur pétrolier est à l'origine de ses problèmes de santé.

